

[Texte]

reduce by 10% payments to provinces under the Public Utilities Income Tax Transfer Act there have been such discussions and whether the provinces agreed that this is a sensible way to proceed. What kinds of...?

Mr. Hughes: There were no discussions prior to the—

Mr. Langdon: What about afterwards?

Mr. Hughes: Not that I'm aware of, no.

Mr. Langdon: Have you received objections from anyone?

Mr. Hughes: Not from any province, not at this time.

Mr. Langdon: What about the wage compensation discussions? Have you met with the PSAC?

Mr. Love: Yes, a meeting was held with all the unions and the representatives on December 2, as the Minister of Finance was making his statement in the House. As the President of the Treasury Board indicated in his statement that evening, there had not been consultation with the Public Service unions prior to the announcement.

Mr. Langdon: Has there been any consultation subsequently?

Mr. Love: Yes, there has been. As I say, all the union representatives were consulted and advised of the two-year extension of the wage restraint program on the afternoon of the economic statement. Then there have been a number of bilateral discussions with different unions since that time.

Mr. Langdon: Have those discussions led you to have any sense of what impact the unilateral changes in the context of collective bargaining are likely to have on the state of labour relations within the Public Service?

• 1600

Mr. Love: Yes. Obviously the Public Service unions would much sooner be engaged in regular collective bargaining with the employer, but I'm pleased to say that dialogue does continue with the bargaining agents. We have an information-sharing forum, which we call Forum '93, to which all the Public Service unions are invited and indeed do come and participate on issues of mutual concern to them and to us, the employer.

Mr. Langdon: I'm interested especially in the degree of consultation which has taken place with western farm groups with respect to the WGTA changes. Certainly my experience with those groups suggests they would have been very strongly opposed to this unilateral action on the part of the government. There has been a sense of suspicion that has existed for some time that the changes to the original Crow rate benefits were simply a first step to an eventual elimination of these benefits. Could you describe some of the consultations that have taken place since with western farm groups?

Mr. Paddock: Most of the discussions have taken place in the context of further discussions of the WGT reforms. A number of groups have said unequivocally that they didn't think this should have been done, but broadly it has been

[Traduction]

de réduire de 10 p. 100 les paiements offerts aux provinces dans le cadre de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique, on a vraiment discuté de la question et si les provinces ont jugé que c'était une façon appropriée de procéder. Quel genre de...?

M. Hughes: Il n'y a eu aucune discussion avant... .

M. Langdon: Et après?

M. Hughes: À ma connaissance, il n'y en a pas eu.

M. Langdon: Est-ce que certains vous ont communiqué leur opposition à cette mesure?

M. Hughes: Jusqu'à présent, aucune province n'a manifesté son opposition à cette mesure.

M. Langdon: Et les discussions sur la rémunération? Avez-vous rencontré des représentants de l'Alliance de la fonction publique du Canada?

M. Love: Oui, nous avons rencontré tous les syndicats et leurs représentants le 2 décembre, au moment même où le ministre des Finances présentait son exposé économique à la Chambre. Comme le président du Conseil du Trésor l'a signalé ce soir-là, il n'y avait eu aucune consultation des syndicats de la fonction publique avant l'exposé économique.

M. Langdon: Y a-t-il eu des consultations depuis?

M. Love: Oui. Comme je l'ai dit, tous les représentants des syndicats ont été consultés, et on leur a fait part de la prolongation de deux ans du programme de restriction salariale, le jour même où le ministre a présenté son exposé économique à la Chambre. Puis il y a également eu certaines discussions bilatérales avec des syndicats.

M. Langdon: Est-ce que ces discussions vous ont permis d'avoir une idée de l'incidence que ces changements unilatéraux au chapitre de la négociation collective auront sur les relations de travail dans la fonction publique?

M. Love: Oui. Les syndicats de la fonction publique préféreraient certainement participer à des négociations collectives régulières avec l'employeur, mais je suis heureux de dire que le dialogue se poursuit avec les agents négociateurs. Nous avons une tribune de mise en commun de l'information appelée Forum 93 et tous les syndicats de la fonction publique sont invités à y participer. Ils viennent effectivement y discuter de questions qui les préoccupent tous, comme elles nous préoccupent à titre d'employeur.

M. Langdon: Je voudrais savoir en particulier dans quelle mesure on a consulté les groupes d'agriculteurs de l'Ouest à propos des modifications proposées à la Loi sur le transport du grain de l'Ouest. D'après ce que je sais de ces groupes, ils seraient portés à s'opposer vigoureusement à une telle mesure unilatérale du gouvernement. Depuis un certain temps, on soupçonne que les changements apportés au tarif du pas du Nid-de-Corbeau ne sont qu'une première étape vers l'élimination éventuelle de ces subventions. Pouvez-vous nous parler des consultations qui ont eu lieu depuis auprès des groupes d'agriculteurs de l'Ouest?

M. Paddock: La plupart des discussions se sont tenues dans le cadre de nouvelles consultations au sujet de la réforme des programmes d'aide au transport du grain de l'Ouest. Certains groupes ont dit sans ambages qu'on